

BENABOU MICHAEL

Commissaire aux Comptes Pré la Cour d'Appel de PARIS

VILLES DE FRANCE

**Siège social : 94 rue de Sèvres
75007 PARIS**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

**SIRET : 419 774 831 00053
28 AVENUE CARNOT
75017 PARIS**

**Tél. : 01 47 58 93 93 / Fax : 01 47 58 51 62
Email : michael@abm-audit.fr**

Aux Membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale du 14 Septembre 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association VILLES DE France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par votre conseil d'administration le 26 mars 2025.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant ; notamment pour ce qui concerne l'appréciation du montant des avoirs à établir sur les cotisations non encaissés et non réglées des exercices antérieurs. Ces éléments figurent en annexe des comptes annuels.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration .

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

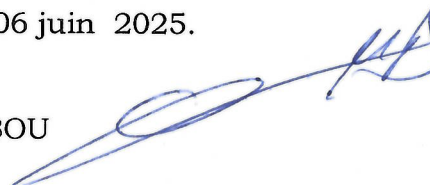
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 06 juin 2025.

Michael BENABOU



Etats financiers

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	927	927		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	75 899	69 549	6 350	9 816
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	26 749		26 749	23 868
	TOTAL (I)	103 575	70 476	33 099	33 684
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	349 772		349 772	229 750
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	4 326		4 326	15 696
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 220 167		1 220 167	1 165 082
	DISPONIBILITES	147 974		147 974	173 682
	Charges constatées d'avance	6 599		6 599	6 699
	TOTAL (II)	1 728 838		1 728 838	1 590 910
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	1 832 413	70 476	1 761 936	1 624 594
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				26 749	23 868
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	1 289 264	1 211 546
FONDS PROPRES	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	95 476	77 718
	Total des fonds propres (situation nette)	1 384 740	1 289 264
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	1 384 740	1 289 264
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
Fonds reportés et dédiés	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Fonds reportés et dédiés	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	44 842	36 536
Provisions	Total des provisions	44 842	36 536
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		1
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	49 066	93 519
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	112 916	121 722
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	170 372	19 404
	Produits constatés d'avance		64 148
	Total des dettes	332 354	298 794
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 761 936	1 624 594
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	95 476,29	77 718,03
	(1) Dont à moins d'un an	332 354	298 794
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		1

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	592 474	636 093
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	16 214	98 575
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	15 000	
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		22 300
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	473 545	379 201
Total des produits d'exploitation		1 097 233	1 136 169
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	2 646	2 710
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	445 701	493 657
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	22 081	31 803
	Salaires et traitements	381 373	380 158
	Charges sociales	154 151	152 944
	Dotation aux amortissements et dépréciations	6 643	4 534
	Dotation aux provisions	8 306	4 265
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	5 007	
Total des charges d'exploitation		1 025 910	1 070 072
RESULTAT D'EXPLOITATION		71 324	66 096

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		71 324	66 096
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	30 999	14 557
	Total des produits financiers	30 999	14 557
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		3
	Total des charges financières		3
RESULTAT FINANCIER		30 999	14 555
RESULTAT COURANT avant impôts		102 322	80 651
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		6 846	2 933
TOTAL DES PRODUITS		1 128 232	1 150 726
TOTAL DES CHARGES		1 032 756	1 073 008
EXCEDENT ou DEFICIT		95 476	77 718
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Dons en nature Prestations en nature Bénévolat TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 761 936** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 128 232** euros et un total **charges** de **1 032 756** euros, dégageant ainsi un **excédent** de **95 476** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/1983 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatif à la réécriture du PCG applicable à la clôture de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Missions sociale

VILLES de FRANCE a poursuivi durant l'exercice ses missions sociales dont l'objet principal est notamment de regrouper les villes de France et les établissements publics de coopération intercommunale dont elles sont membres, en vue de leur permettre de renforcer leur rôle, d'affirmer leurs potentialités en faveur du développement économique, social, culturel et de promouvoir leur image.

Contributions volontaires et bénévoles

Conformément au règlement comptable ANC N° 2018-06, une information comptable et qualitative doit être donnée sur les contributions volontaires et le bénévolat dont elle est susceptible de bénéficier.

L'Association n'a pas enregistré de telles contributions.

Fonds dédiés

L'association n'a constitué aucune provision de fonds dédiés ni fait aucune reprise de fonds dédiés à la fin de cet exercice.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Engagements pris en matière de pension, retraite et engagement assimilés

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci- après :

- L'ancienneté prise en compte correspond à celle acquise à la date du départ à la retraite
- A partir de 5 années d'ancienneté révolues, une indemnité équivalente à 1 mois de salaire est versée.
- Ensuite, à compter de la 6ème année, une majoration de 1/5 de mois est ajoutée pour chaque année d'ancienneté supplémentaire.
- Le mois de rémunération est défini comme 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois

Effectif moyen

Cadre = 5

ETAM = 1

Total = 6

Faits caractéristiques

Nous n'avons pas identifié de faits significatifs susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.à.p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	927				927
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	927				927

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencet aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Instal., agencement, aménagement divers	28 679				28 679
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	44 043		3 177		47 220
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	72 722		3 177		75 899

BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
--	--	--	--	--	--	--

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	23 868		2 881		26 749
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	23 868		2 881		26 749

TOTAL	97 517		6 058			103 575
--------------	---------------	--	--------------	--	--	----------------

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	927			927
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	927			927
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	28 679			28 679
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	34 227	6 643		40 870
Emballages récupérables et divers					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		62 906	6 643		69 549
TOTAL		63 833	6 643		70 476

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	1 211 546	77 718			1 289 264
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	77 718	(77 718)	95 476		95 476
Situation nette	1 289 264		95 476		1 384 740
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 289 264		95 476		1 384 740

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	36 536	8 306		44 842
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	36 536	8 306		44 842
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	36 536	8 306		44 842
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			8 306		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-I.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	26 749		26 749
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	349 772	349 772	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	748	748	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	3 578	3 578	
	Charges constatées d'avance	6 599	6 599	
TOTAL DES CREANCES		387 445	360 697	26 749
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	49 066	49 066		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	21 087	21 087		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	44 321	44 321		
	Impôts sur les bénéfices	6 846	6 846		
	Taxes sur la valeur ajoutée	37 310	37 310		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	3 353	3 353		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	170 372	170 372		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		332 354	332 354		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		24 361
Autres créances clients <i>CLIENTS FAE</i>	21 600	21 600
Autres créances <i>INT.COURUS/DAT A RECEVOIR</i>	2 761	2 761

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Charges à payer		192 242
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		10 200
FOURNISSEURS, FACTURES NON PAR	10 200	
Dettes fiscales et sociales		32 345
PROV. CONGES PAYES	20 993	
PROV. CHARGES SOC. / CONGES PA	10 971	
ETAT, CHARGES A PAYER	261	
FORMATION CONTINUE	121	
Autres dettes		149 698
AAE	149 698	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			6 599	6 599
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				6 599

--

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

